

CE MONDE QUI BOUGE

Élections législatives, le sens des réalités

Le moins qu'on puisse dire est que les élections législatives ne suscitent pas l'engouement escompté. Pourtant ce n'est pas faute d'avoir essayé. Le ministère des Affaires religieuses a instruit les mosquées pour que les fidèles se rendent aux urnes alors que la loi interdit toute instrumentalisation de la religion et des lieux de culte à des fins politiques. Allez comprendre ! L'ENTV est mise à contribution. Outre les spots publicitaires incitant le citoyen à accomplir son devoir électoral, les journaux télévisés dans les trois langues (arabe, amazigh et français) ouvrent invariablement sur cette échéance et couvrent l'activité partisane en montrant des électeurs sagement assis à écouter des dirigeants de partis. Même l'entrée en lice du FFS, la création d'une «Alliance verte» destinée à regrouper sous une seule et unique bannière les partis islamistes, les appels du pied à les rejoindre par certains d'entre eux à ce qu'il reste de la base de l'ex-FIS, la légalisation de nouveaux et nombreux partis, n'ont pas provoqué ce déclic nécessaire propre à faire bouger l'opinion publique. Et comme cela ne semble pas suffire, Farouk Ksentini, le président de la Commission consultative chargée des droits de l'Homme, croit avoir trouvé la solution : il a proposé de rendre le vote obligatoire quand, par ailleurs, des voix agitent la menace islamiste en cas de faible participation aux urnes ! Outre la manière dont le gouvernement a fait adopter presque sans débat les lois électorales par une APN qui a passé son temps à voter les yeux fermés tout ce que proposait l'exécutif, il faut bien se rendre à l'évidence : pour une majorité d'Algériens, ce Parlement, élu par moins de 30% des électeurs inscrits, souffre d'emblée d'un déficit criant de représentativité.

Les Algériens ne sont pas dupes. Comment peut-on les convaincre et les intéresser à la chose publique et politique quand, par ailleurs, on vote des lois interdisant tout rassemblement public dans les rues, des lois visant à réduire la société civile à moins que rien ? Et quand par ailleurs, on durcit la loi sur l'information et que se multiplient les atteintes au droit à l'exercice syndical ! Pour le commun des électeurs, l'abrogation de l'état d'urgence n'a pas modifié la situation en matière de libertés.

Seul l'activisme religieux salafiste semble échapper aux interdictions limitant l'activisme politique de l'opposition et des associations non islamiques. Autre particularité de ce scrutin auquel tient le pouvoir : à ce jour, les Algériens ne savent toujours rien de ce que proposent concrètement les partis politiques.

On a beau feuilleter la presse, on ne trouve que peu de choses. Mais, fait unique et propre sans doute à l'Algérie, certaines formations – FLN, RND – ont décidé de ne dévoiler leur programme qu'au début de la campagne électorale, soit le 15 avril ! Tout ce qu'on sait selon des sources proches des dossiers, citées par certains journaux, est que le programme du FLN contiendrait plus de 100 mesures économiques et que craignant le plagiat, le RND rendra public le sien aux alentours du 15 avril. Et pour les autres, qu'en est-il ? S'agissant des partis islamistes, il n'y a rien à se mettre sous la dent sinon des propositions s'inscrivant dans cette vision d'un islam docile conciliant le religieux et le néo-libéralisme, et ce, quand ils ne menacent pas de boycotter le scrutin. Le prétexte est tout trouvé : les fraudes auraient commencé avec l'inscription massive de militaires sur les listes électorales après la fin des délais réglementaires.

En fait, ils se sont rendu compte, en dépit du coup de pouce des Qataris et de leur chaîne Al Jazeera, que le «printemps dit arabe», censé se traduire par une déferlante islamiste comme cela s'est vu en Egypte et à un degré moindre en Tunisie, risque de n'avoir pas lieu, les enjeux étant ailleurs ! Et ce n'est pas en présentant des candidates en niqab qu'on trompera les Algériens.

Sauf si, pour satisfaire M^{me} Clinton et le lobby pro-islamiste américain, des cercles du pouvoir s'amusaient à tenter le diable en jouant la carte d'une improbable union nationale agrégeant tous les courants islamistes et islamo-nationalistes... à des fins de préservation d'un système sous perfusion depuis des années.

H. Z.



Par Hassane Zerrouky

Des entreprises chinoises et algériennes viennent de se voir attribuer, dans le cadre du plan quinquennal, des marchés pour la réalisation de 10 000 logements publics locatifs et des logements destinés à la résorption de l'habitat précaire.

Des spécialistes et des juristes invités à apprécier cet état de fait estiment que «la particularité d'attribution de ces marchés est remarquable par le fait qu'il y a des lacunes dans l'application de certaines dispositions du décret 02/250 portant réglementation des marchés publics, pour n'appliquer en fait que l'alinéa 4 de l'article 35 du décret précité, relatif aux modalités du gré à gré».

Le ministre de l'Habitat, lors du périple qu'il venait d'effectuer au niveau de la wilaya de Tipasa, a, pour sa part, justifié le recours à cette formule du gré à gré, en se référant d'abord aux décisions des Conseils des ministres du 2 mai et du 10 juillet 2011, mais aussi à la situation des entreprises locales. Il dira notamment à ce propos : «Il y a insuffisance, voire absence d'entre-

prises locales en mesure de prendre en charge des projets d'envergure de la taille de 300 ou 400 logements.»

Pour appuyer son argument, le ministre ajoutera : «Il y a en Algérie 18 000 entreprises de catégorie une, c'est-à-dire employant moins de 10 travailleurs. L'Algérie ne dispose seulement que de 346 entreprises de construction ou de réalisation du bâtiment, de l'hydraulique ou des travaux publics détentrices de capacités de catégorie 5 à 9, c'est-à-dire pouvant réaliser de gros projets.»

S'agissant de la main-d'œuvre algérienne, le ministre précisera qu'on ne dispose pas encore d'une main-d'œuvre en quantité et en qualité suffisamment qualifiée. Il est pourtant un fait notable qu'il convient de citer. Il s'agit de ces entreprises étrangères du bâtiment et

des travaux publics sises à Tipasa qui se complaisent à afficher lors des visites d'inspections officielles que «le marché pour la réalisation du projet en cours a été attribué conformément aux décisions du Conseil des ministres du 2 mai 2011», c'est-à-dire bénéficiant du gré à gré. Mais que stipulent en fait ces décisions ? Le communiqué officiel précise à ce titre que «le Conseil des ministres du 2 mai 2011 a poursuivi ses travaux par l'examen et l'approbation d'une série de projets de marchés publics conformément aux dispositions pertinentes du code des marchés publics». En date du 10 juillet 2011, les mêmes dispositions sont adoptées par le Conseil des ministres, mais cette fois-ci en précisant que les secteurs concernés sont les transports, l'eau, le BTP et l'urbanisme. Pour certains observateurs, ces mêmes décisions semblent s'inscrire à contre-courant du caractère exceptionnel spécifié par le 4^e alinéa de l'article 37 de la loi précitée, qui stipule que «le

recours au gré à gré simple est exclusif quand il s'agit d'un projet prioritaire et d'importance nationale.

Dans ce cas, le recours à ce mode de passation exceptionnel doit être soumis à l'accord préalable du Conseil des ministres». Plusieurs citoyens s'accordent à reconnaître le caractère incontestable et grandiose «des efforts consentis par l'Etat dans le secteur de l'habitat et qui sont énormes avec la réalisation de plus de deux millions de logements entre 2000 et 2011».

Pour ces derniers, «il n'existe actuellement aucune situation alarmante ou exceptionnelle qui justifie le recours à l'alinéa 4 de l'article 37 du code des marchés, sachant que plusieurs pays envient notre croissance dans ce domaine, de l'aveu même de certains responsables du secteur de l'habitat qui ont déclaré que le taux d'occupation des logements est de 3 à 3,5% dans plusieurs villes algériennes».

Larbi Houari

PROCÈS ACHOUR ABDERRAHMANE-BNA

Des experts et ex-responsables de la BNA auditionnés

Le réquisitoire du procureur de la République dans l'affaire Achour Abderrahmane est attendu pour cette fin de semaine, alors que les plaidoiries de la défense sont prévues à partir de dimanche prochain. Hier, le tribunal a eu à entendre les experts et autres commissaires aux comptes.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La ligne droite est, désormais, entamée dans le procès de l'affaire opposant Achour Abderrahmane à la BNA. Durant ces dernières quarante-huit heures, le président du tribunal criminel a eu à entendre d'anciens commissaires aux comptes, l'ancien directeur général et l'ancien inspecteur de la Banque nationale d'Algérie (BNA), ainsi que d'autres prévenus, accusés de négligence dans l'affaire de détournement de 21 milliards de dinars.

Nommé par l'ancien ministre des Finances en 2005, Abed Abdelmadjid, ancien commissaire aux comptes, a imputé ces détournements «à des dysfonctionnements survenus dans le système informatique de la banque et à l'absence de contrôle au niveau des agences concernées».

Selon lui, «ces dysfonctionnements consistaient en la validation de chèques sans provision au profit du principal accusé, Achour Abderrahmane». Un autre commissaire aux comptes, Boukrate Larbi, a, pour sa part, remis en cause le système de comptabilité en vigueur au moment des faits.

Les anciens directeur général et inspecteur général de la BNA, Mourad Chikhi et Nadir Mohamed, ont affirmé, de leur côté, que le rapport des auditeurs désignés par la BNA ne révélait pas de dysfonctionnements dans les

opérations bancaires. Durant toutes ces auditions, le juge a essayé de comprendre les procédures portant gestion interne de la banque.

Pour rappel, selon l'arrêt de renvoi, les faits de ce scandale qui a ébranlé la BNA remontent à l'année 2005 lorsqu'une lettre anonyme est parvenue à la direction de la banque nationale sur «la manipulation de chèques bancaires depuis 2004 par Achour Abderrahmane sans que ces chèques soient soumis à une vérification comptable». Selon l'accusation, Achour a créé dix sociétés fictives avec ouverture de comptes commerciaux au niveau des agences de Bouzaréah, de Cherchell et de Koléa. On indique aussi qu'une importante partie des fonds dilapidés a été transférée au Maroc, où Achour Abderrahmane a acheté une briqueterie et une imprimerie moderne.

A. B.

SKIKDA

Les émeutiers de Merdj-Eddib sous les verrous

L'affaire des émeutes de la cité Merdj-Eddib (lire notre édition de samedi 7 avril) a été dénouée par la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Skikda. Le dealer, à cause duquel la contestation a été déclenchée, repris de justice âgé de 25 ans, a été écroué le 9 du même mois, en compagnie de son frère âgé de 22 ans et son beau-frère âgé de 38 ans, pour détention de drogue et de psychotropes d'une manière illégale, de commercialisation, complicité et recel. Pour rappel, il a été appréhendé le jeudi 5 avril dans le bloc de l'immeuble où il réside, en possession de 11 grammes de cannabis, des comprimés Rivotril et 6 200 dinars. Six membres de sa famille ont été également arrêtés, puis relâchés

suite à leur comparution devant le magistrat instructeur. Ce fut lors de la tentative de le ramener au commissariat qu'un mouvement de solidarité a vu le jour, à l'issue duquel une douzaine de personnes, dont six des repris de justice, âgées entre 17 et 28 ans, selon les chiffres de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya, ont procédé à des jets de projectiles en direction des policiers (9 ont été blessés) et au saccage des biens publics (le 5^e arrondissement, la chambre administrative et 4 structures relevant de la police). A l'issue des investigations, 10 personnes ont été mises en détention préventive et 5 sous contrôle judiciaire.

Zaïd Zoheir

Nouvelles actions de fermetures de routes à Béjaïa

Depuis le début de la semaine, la wilaya de Béjaïa vit au rythme des infernales actions de fermetures de routes. La RN9 reliant la wilaya de Béjaïa à celle de Sétif a été fermée à la circulation pour la deuxième fois cette semaine par les habitants du quartier Lotissement de la ville balnéaire de Souk-El-Tenine. Les protestataires entendent exiger à travers cette manifestation musclée le bitumage des ruelles de leur cité. Dans la vallée de la Soummam, les ex-agents de sécurité de la résidence universitaire de Berchiche, dans la ville d'El-Kseur, sont revenus à la charge, hier, en procédant à la fermeture de la RN 12 à l'aide de pneus enflammés et autres objets pour la troisième journée consécutive. Les travailleurs protestataires réclament «le renouvellement de leurs contrats de travail».

A. K.